



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

### Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services

#### **Identification de l'acheteur :**

##### Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Universitaire de Reims**, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne - (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

##### Direction acheteuse :

**Direction des Achats** - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

#### **Intitulé du marché :**

Collecte, transport, traitement et valorisation des déchets

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1	PREAMBULE .....	4
1.2	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.3	NATURE DES PRESTATIONS.....	5
1.4	DIMENSION ENVIRONNEMENTALE DU MARCHÉ .....	5
<b>2</b>	<b>ALLOTISSEMENT DU PRESENT MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1	LOT N°1 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS D'ACTIVITE DE SOINS A RISQUE INFECTIEUX » .....	6
2.1.1	<i>Prestations attendues</i> .....	6
2.1.2	<i>Traçabilité des déchets dangereux et respect des réglementations</i> .....	7
2.1.3	<i>Solutions de détournement (sécurisation)</i> .....	7
2.1.4	<i>Sites de traitement</i> .....	7
2.2	LOT N°2 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS ASSIMILES AUX ORDURES MENAGERES ET DES EMBALLAGES » .....	8
2.2.1	<i>Prestations attendues</i> .....	8
2.2.2	<i>Caractéristiques des déchets à collecter et des contenants (hors prestations à la marge)</i> .....	8
2.2.2.1	Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères (DAOM) .....	8
2.2.2.2	Déchets d'emballages, flux recyclables.....	9
2.2.3	<i>Relation avec le centre de traitement des DAOM</i> .....	9
2.2.4	<i>Relation avec le centre de tri</i> .....	10
2.2.5	<i>Données à fournir pour le suivi de l'efficacité du marché</i> .....	10
2.3	LOT N°3 : « SYSTEME COMPLET DE GESTION ET COLLECTE INTERNE DES DECHETS VIA UNE PLATE-FORME AVEC OBJECTIF DE PERFORMANCE » .....	11
2.3.1	<i>Prestations attendues</i> .....	11
2.3.2	<i>Rôle du gestionnaire de la plate-forme</i> .....	14
2.3.3	<i>Continuité de service</i> .....	15
2.3.4	<i>Pénalités en cas de non-remplacement</i> .....	15
2.3.5	<i>Aménagement de la plate-forme déchets</i> .....	16
2.3.6	<i>Objectifs de performances à atteindre</i> .....	16
2.4	LOT N°4 : « SYSTEME COMPLET DE GESTION DES DECHETS INDUSTRIELS DANGEREUX (EFFLUENTS DE LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICALES AVEC RISQUES INFECTIEUX POSSIBLES, DE PHOTOGRAPHIES, DE PEINTURES, DE PRODUITS DESINFECTANTS, DE PRODUITS PERIMES) » .....	17
2.4.1	<i>Prestations attendues</i> .....	17
2.4.2	<i>Traçabilité des déchets dangereux et respect des réglementations</i> .....	17
2.5	LOT N°5 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DES BIODECHETS » .....	18
2.5.1	<i>Prestations attendues</i> .....	18
2.5.2	<i>Traitement de biodéchets</i> .....	19
2.5.3	<i>Données à fournir pour le suivi de la performance du marché</i> .....	19
2.6	LOT N°6 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DES ARCHIVES CONFIDENTIELLES (RADIOS, FILMS, DIAPOSITIVES, DOSSIERS PATIENTS, DOCUMENTS ADMINISTRATIFS) » .....	20
2.7	LOT N°7 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DES DECHETS VERTS » .....	20
2.8	LOT N°8 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DES DECHETS TEXTILES SIMPLES » .....	21
2.9	LOT N°9 : « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DES DECHETS TEXTILES COMPLEXES ».....	21
2.10	LOT N°10 « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DES MEGOTS DE CIGARETTES » .....	22
2.11	LOT N°11 « COLLECTE, CHARGEMENT, TRANSPORT ET VALORISATION DE LA FERRAILLE » .....	22
<b>3</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DE LA PERIODE DE PREPARATION.....</b>	<b>23</b>
<b>4</b>	<b>OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....</b>	<b>23</b>
4.1	GENERALITES .....	23
4.2	BILANS .....	24
4.3	CONTINUITE DU SERVICE .....	24
4.3.1	<i>Fait de grève</i> .....	24

4.3.2	<i>Barrières de dégel.....</i>	24
4.3.3	<i>Plan d'urgence.....</i>	24
4.3.4	<i>Jours fériés.....</i>	25
4.3.5	<i>Transfert de risques.....</i>	25
4.3.6	<i>Pandémie.....</i>	25
4.3.7	<i>Panne des véhicules.....</i>	25
<b>5</b>	<b>OBJECTIFS DES PRESTATIONS DE COLLECTE.....</b>	<b>25</b>
5.1	OBJECTIFS D'OPTIMISATION DES PRESTATIONS.....	25
<b>6</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX MOYENS MATERIELS .....</b>	<b>26</b>
6.1	TRAÇABILITE DES MOYENS MATERIELS .....	26
6.2	COMPACTEURS .....	26
6.2.1	<i>Caractéristiques des compacteurs.....</i>	26
6.2.2	<i>Nettoyage et désinfection des compacteurs .....</i>	26
6.3	CONTENANTS.....	27
6.3.1	<i>Généralités .....</i>	27
6.3.2	<i>Contenant déchets dangereux .....</i>	27
6.3.3	<i>Maintenance des contenants .....</i>	27
6.3.4	<i>Nettoyage et désinfection des contenants.....</i>	27
6.4	PROPRIETE DU MATERIEL.....	28
6.5	CONDITIONS DE LIVRAISON, D'INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU MATERIEL MIS A DISPOSITION.....	28
6.6	LIVRAISON DU MATERIEL .....	28
6.7	MODALITES D'EXECUTION DES COLLECTES.....	29
6.8	VEHICULES DE COLLECTE.....	29
<b>7</b>	<b>PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DES VEHICULES .....</b>	<b>30</b>
<b>8</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX MOYENS HUMAINS – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>31</b>
8.1	PREAMBULE .....	31
8.2	INFORMATION PREALABLE .....	31
8.3	LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL DU TITULAIRE .....	31
8.4	PERSONNEL D'ENCADREMENT .....	31
8.5	VISITES MEDICALES ET VACCINATION.....	32
8.6	FORMATION .....	32
8.7	VETEMENTS DE TRAVAIL .....	32
8.8	RESPECT DES CONSIGNES ET DE LA SECURITE.....	33
8.9	OBLIGATION DE DISCRETION .....	33
<b>9</b>	<b>CONDITIONS RELATIVES A LA QUALITE.....</b>	<b>33</b>
9.1	DESIGNATION D'INTERLOCUTEURS PRIVILEGES .....	33
9.2	CONTROLES QUALITE .....	33
<b>10</b>	<b>CONFORMITE REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>34</b>

# 1 Dispositions générales

## 1.1 Préambule

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) décrit les prestations à réaliser dans le cadre du marché de gestion, de collecte, de transport et de traitement des déchets pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne dont les établissements parties bénéficiaires sont identifiés en annexe n° 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), pour l'Institut Godinot et l'EHPAD de Saint-Germain-la-ville (Résidence du Parc). Le présent CCTP a pour objet de préciser les conditions suivant lesquelles les prestations contenues dans le présent marché doivent être réalisées.

Le Titulaire est réputé connaître les caractéristiques de son marché. Il ne peut à ce titre se prévaloir des erreurs ou omissions qui peuvent apparaître pour prétendre à une quelconque indemnité ou ne pas exécuter sa mission.

Pendant l'exécution de son marché et concernant les autorisations administratives, le respect des normes et règlements en vigueur et à venir, les assurances, les niveaux de qualification du personnel, les modes opératoires, les signalisations, la conformité des équipements des matériels et du personnel, le respect des prescriptions de sécurité, les incidents et accidents envers des tiers, toutes mesures et obligations nécessaires au bon déroulement des prestations, le Titulaire garantit le Groupement de commande du GHU Champagne contre tout recours et toutes condamnations.

Le Titulaire s'engage donc :

- À respecter l'ensemble des dispositions du présent CCTP (y compris celles relatives à la prévention et à la sécurité) ;
- À employer, en nombre suffisant, des personnels qualifiés connaissant parfaitement les opérations de collecte des déchets permettant le respect des objectifs de résultat et de performance fixés ;
- A prendre en compte le contexte du marché et la nécessité de respecter les procédures et d'assurer la continuité du service public au sein des établissements du groupement.
- À mettre à disposition, en qualité et en quantité, le matériel suffisant pour l'exécution du service et l'atteinte des objectifs de résultat et de performance fixés.

## 1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la collecte, le transport, le traitement et la valorisation des déchets des établissements suivants :

- Centre Hospitalier Universitaire de Reims ;
- Centre Hospitalier Léon Bourgeois de Châlons-en-Champagne ;
- Centre Hospitalier Auban-Moët d'Epervy
- Centre Hospitalier de Fismes ;
- Centre Hospitalier Rémy Petit-Lemercier de Montmirail ;
- Centre Hospitalier d'Argonne de Sainte-Menehould ;
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne (EPSMM) ;
- Groupe Hospitalier Sud Ardennes (GHSA) de Rethel-Vouziers ;
- Institut GODINOT à Reims ;
- EHPAD du Château d'Aÿ ;
- EHPAD La clé des champs de Vienne le Château ;
- EHPAD Augé Colin d'Avize ;
- EHPAD Sud-Ardenne de Château Porcien et Saint Germainmont ;
- EHPAD Fondation Duchatel de Verzenay ;

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 4 / 34	

- EHPAD Paul Gérard de Vertus Blancs Coteaux ;
- EHPAD Le Parc de Saint-Germain-la-Ville.

Ces établissements ne sont pas tous concernés par l'ensemble des lots. Le périmètre de chaque lot est précisé dans l'annexe 1 du CCTP « Recensement du besoin ».

Chaque établissement peut avoir plusieurs lieux de collecte en fonction de son nombre de sites et de son organisation. Les lieux de collecte sont aussi précisés dans l'annexe 1 du CCTP, ainsi que les quantités de déchets, les fréquences de collecte, les quantités et la description du matériel de pré-collecte.

Les spécifications techniques sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du marché.

### 1.3 Nature des prestations

Conformément à l'article L 2113-10 du Code de la Commande Publique, le marché est divisé en 11 lots précisés ci-dessous et détaillés dans l'annexe n° 1 au présent CCTP : pour chacun des lots, le prestataire sera tenu de proposer et d'organiser une filière de valorisation et/ou de traitement des déchets. Le prestataire devra s'engager à respecter la réglementation en vigueur sur la traçabilité de chaque déchet dangereux collecté au sein de chaque établissement.

Pour chacun des lots, les établissements membres du groupement de commandes ne mettront pas à disposition de matériel pour aider au chargement et au déchargement.

La liste des lots du présent marché est la suivante :

- Lot n°1 : « Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux » ;
- Lot n°2 : « Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Emballages » ;
- Lot n°3 : « Système complet de gestion et collecte interne des déchets via une plate-forme sur site » ;
- Lot n°4 : « Système complet de gestion des Déchets Industriels Dangereux (effluents de laboratoire d'analyses médicales avec risques infectieux possibles, de photographies, de peintures, de produits désinfectants, de produits périmés) » ;
- Lot n°5 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des Biodéchets » ;
- Lot n°6 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des archives confidentielles (radios, films, diapositives, dossiers patients, documents administratifs) » ;
- Lot n°7 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des déchets verts » ;
- Lot n°8 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des déchets textiles simples » ;
- Lot n°9 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des déchets textiles complexes » ;
- Lot n°10 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des mégots de cigarettes » ;
- Lot n°11 : « Collecte, chargement, transport et valorisation de la ferraille ».

### 1.4 Dimension environnementale du marché

Le présent marché s'inscrit dans une démarche environnementale globale partagée par l'ensemble des établissements. Ainsi, l'ensemble des membres du groupement sont engagés dans une réduction de leur production de déchets ainsi qu'à l'augmentation de la valorisation de ces derniers. Cette valorisation est appréciée au regard de la hiérarchie des modes de traitement des déchets (art. L.541-1 II du code de l'environnement) consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Tout autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination

La dimension environnementale du marché s'entend aussi dans une gestion des déchets ne mettant pas en danger la santé humaine et sans nuisance à l'environnement, notamment sans créer de risque pour

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 5 / 34	

l'eau, l'air le sol, la faune et la flore. C'est pour cela que les produits de nettoyage demandés par le groupement devront respecter des normes environnementales décrites dans la suite du présent document.

## 2 Allotissement du présent marché

### 2.1 Lot n°1 : « Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux »

#### 2.1.1 Prestations attendues

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Respect des dispositions du code de la santé publique ;
- Mise en place et maintien d'un parc de contenants DASRI ;
  - Mettre à disposition un nombre de containers adapté à la prestation.
  - Effectuer une maintenance régulière des contenants et en assurer la traçabilité.
- Lavage et désinfection des contenants DASRI
  - Lavage et désinfection des containers sur le site de traitement avec des produits conformes et adaptés.
- Maintenance régulière des contenants en assurer la traçabilité.
- Collecte des DASRI et acheminement jusqu'au lieu de traitement ;
  - Collecter les contenants dans les locaux à déchets finaux de chaque établissement dans des véhicules conformes à la réglementation.
  - Acheminer les contenants à DASRI jusqu'au centre de traitement agréé.
- Traitement des DASRI
  - Traiter les DASRI en incinération à 850°C vers un exutoire agréé ou ;
  - Traiter les DASRI par banalisation dans un centre agréé.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

Il est attendu du prestataire une assistance quant à l'amélioration effective du tri des DASRI en lien avec les protocoles définis par les membres du groupement. En effet, les erreurs de tri constituent une problématique à la fois économique et environnementale. De nombreux déchets traités au sein de la filière DASRI sans risque infectieux pourraient faire l'objet d'une valorisation ou d'un traitement via la filière ordures ménagères ou des emballages. Le titulaire proposera ce qu'il envisage de déployer pour améliorer la pratique du tri des DASRI en lien avec les responsables déchets des établissements. Il est notamment attendu du titulaire :

- Des formations ou sensibilisations
- Des caractérisations

Le nombre et la fréquence de ces actions est laissé à l'appréciation du titulaire au regard de ce qu'il juge le plus pertinent. Ces actions seront limitées aux membres du groupement de commandes bénéficiaires de ce lot.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 6 / 34	

### 2.1.2 Traçabilité des déchets dangereux et respect des réglementations

Le prestataire devra s'assurer de la conformité et de la rédaction des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) sur TrackDéchet (émetteur, caractéristiques, destination et transporteur de déchets).

Le candidat fournira la déclaration en préfecture du conseiller à la sécurité dédié pour son activité de transport de matières dangereuses.

Le candidat fournira le récépissé de déclaration en préfecture de transport/courtage/négoce de déchets (Art. R541-59 à R.451-62-2 du code de l'environnement).

Le titulaire devra établir, au début de la prestation, un protocole de chargement/déchargement faisant l'objet d'une convention avec chaque établissement.

Le candidat fournira le certificat d'acceptation préalable des installations de traitement principales et de secours couvrant toute la durée du marché. Cela afin d'être assuré que le site de traitement est capacitaire.

Le titulaire fournira des copies des arrêtés préfectoraux des installations de traitement principales et secondaires ainsi que les certificats d'homologation des modules de pesées (à transmettre à chaque renouvellement d'homologation).

Il est demandé au titulaire de documenter et d'informer chaque établissement des évolutions réglementaires concernant les déchets objet du marché, que ces évolutions concernent la collecte, le transport ou le traitement.

### 2.1.3 Solutions de détournement (sécurisation)

Le candidat doit fournir l'ensemble des documents décrivant les solutions de détournement ainsi que la conformité de celles-ci quant aux obligations de gestion de déchets dangereux. Il fournira les justificatifs réglementaires afférents aux installations de stockage/traitement identifiées.

Le traitement envisagé lors de détournement doit être en cohérence avec celui de la prestation de base afin que le protocole de tri de l'établissement reste conforme

Le respect des délais d'élimination s'inscrit dans l'impératif de traçabilité exigé aux producteurs et prestataires en charge du transport des déchets dangereux. Déterminés selon les caractéristiques spécifiques des déchets en question et leur conditionnement, ces délais sont les garants d'une filière sécurisée et d'une élimination appropriée. La solution apportée en cas de détournement doit satisfaire ces délais entre production (fermeture du contenant) et élimination.

### 2.1.4 Sites de traitement

Les établissements membres du groupement de commandes n'imposent pas de solutions de traitement particulier pour ce lot, c'est-à-dire que la solution par incinération ou par banalisation sont envisageables. Il apporte néanmoins une attention particulière à la performance écologique des solutions proposées par les candidats, et notamment vis-à-vis de la cohérence entre celles-ci et la distance avec les sites producteurs. Il est envisageable de proposer à cet égard des solutions différenciées en fonction des sites, tant que cela ne nuit pas à la performance du service.

## 2.2 Lot n°2 : « Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Emballages »

### 2.2.1 Prestations attendues

Le présent lot a pour objet des prestations de collecte, de chargement, de valorisation et de traitement des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Déchets Recyclables.

Les établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires sont pleinement engagés dans une réduction de leurs déchets non-valorisables et à une augmentation de la valorisation effective de ceux valorisables. Aujourd'hui le tri apparaît comme une problématique importante dans l'atteinte des objectifs environnementaux liés aux déchets des établissements membres du groupement de commandes.

Le lot comprend la mise en place et le maintien d'un parc de contenants adapté aux différents flux ainsi que la maintenance régulière des containers et le lavage et la désinfection des contenants avec des produits conformes et adaptés. Les spécificités ou exceptions sont mentionnés dans l'annexe au 1 au CCTP.

Les exigences concernant le nettoyage des contenants sont décrites au 6.3.4 et celles concernant la maintenance au 6.3.3 du présent document.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

Prestations à la marge :

Le titulaire sera en mesure de fournir sur demande une benne, ponctuelle ou à demeure, de contenance 20m3 ou 30m3, à disposer sur la plate-forme à déchets. Le titulaire assurera la livraison de la benne à destination d'un centre de traitement pour un éco organisme ou association indiqué.

Typologie de déchets concernés : hors déchets dangereux, et hors déchets concernés par ce marché, par exemple DEA.

### 2.2.2 Caractéristiques des déchets à collecter et des contenants (hors prestations à la marge)

#### 2.2.2.1 Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères (DAOM)

La prestation comprend :

- La mise à disposition des contenants DAOM conformément aux quantités présentées en annexe 1 du CCTP, la maintenance, le lavage et la désinfection régulièrement et en assurer la traçabilité ;
- La collecte des DAOM et acheminement jusqu'au lieu de traitement ;
  - Depuis la plate-forme déchets du CHU de Reims et les points de collecte extérieurs de Reims,
  - Depuis les points de collecte pour les autres établissements.
- Le traitement des DAOM.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 8 / 34	



### 2.2.2.2 Déchets d'emballages, flux recyclables

Pour l'ensemble des établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires du lot, la prestation comprend :

Selon les établissements, les prestations attendues sont décrites dans l'annexe 1 :

- Mise à disposition des contenants pour les emballages (cartons plats, verres, emballages) conformément aux quantités présentées en annexe 1 du CCTP,  
Et effectuer une maintenance régulière des contenants et en assurer la traçabilité (cf. 6.3.3), ainsi que le lavage et désinfection de ces contenants, selon les procédures à proposer par le candidat (cf 6.3.4).
- Collecte des contenants pour les emballages et acheminement jusqu'au lieu de traitement ;
  - Depuis les plate-formes déchets, le Pôle Logistique et les sites extérieurs pour le CHU de REIMS,
  - Depuis les points de collecte pour les autres établissements.
- Valorisation des emballages dans les exutoires appropriés.

La prestation de tri sur les établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires du présent lot s'entend comme suit :

- Un flux Cartons comprenant tous les emballages cartons de type ondulé non souillés (cartons de livraisons principalement), exempts de films plastique, polystyrène ou autres déchets nécessitant un tri approfondi du flux collecté, présentés dans la mesure du possible pliés.
- Un flux Verre : emballages alimentaires en verre transparent, colorés ou non, vides, déposés dans un bac (bouteilles, bocaux, flacons et pots). Ne sont pas compris les verres spéciaux tels que verres armés, pare-brise..., la verrerie de laboratoire, les verres médicamenteux les produits dont la température de fusion est supérieure à celle du verre (porcelaine, faïence...), les déchets infusibles.
- Un flux des autres emballages comprenant :
  - Les emballages papiers / cartons de plusieurs qualités (emballages cartons plats et papiers de bureaux des zones administratives : mélange de diverses sortes de papiers et de cartons contenant moins de 40% de journaux et illustrés).
  - Tous les emballages en plastique : les plastiques proviennent aussi bien des déchets assimilés aux déchets ménagers des cuisines, selfs, cantines (bouteilles, flacons, films, pots de yaourts), de certaines activités plus industrialisées (films de la blanchisserie par exemple) que de services de soins.
  - Les boîtes de conserve et cannettes en aluminium : ces déchets proviennent de différents services comme les cuisines, selfs, services de soins.

### 2.2.3 Relation avec le centre de traitement des DAOM

Les établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires du présent lot sont engagés dans une meilleure orientation des DASRI amenant à un transfert de déchets anciennement considérés comme tels vers les DAOM. Cette orientation se fait dans le cadre strict de la réglementation et ainsi tout risque infectieux est évité. Cependant, ces pratiques peuvent quelque fois être mal comprises par les centres de traitement, notamment au regard des déchets « évocateurs de soins ». Le prestataire s'assurera donc de faire remonter, par courriel, dans un délai de 3 jours toutes problématiques rencontrées par le centre de traitement ou les contraintes propres de ce dernier concernant les déchets produits en milieu hospitalier. Pour ce faire il sera pro-actif dans le recueil et la transmission d'informations, notamment sur les caractérisations qui seraient effectuées par le centre de traitement. Il décrira sa démarche de manière conjointe avec ce qui est attendue pour la relation avec le centre de tri.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 9 / 34	

#### 2.2.4 Relation avec le centre de tri

Outre le fait de s'assurer des jours, horaires et contraintes d'accès au centre de tri le prestataire, pendant toute la durée du marché et dès le début, déploiera tous les efforts nécessaires pour assurer une compréhension mutuelle des règles afférentes aux déchets acceptés dans le centre de tri et ceux faisant l'objet de refus. Les coûts de déclassement représentent un poids financier non négligeable en plus d'être contre-productif écologiquement. Les établissements membres du groupement de commandes constatent en effet que certains déclassements peuvent être injustifiés au regard des typologies de déchets collectés. La problématique est notamment celle liée aux déchets « évocateurs de soins ». Ces derniers ne peuvent être considérés automatiquement comme des DASRI (en dehors de ceux décrits au R1335-1 du code de la santé publique). En effet, beaucoup de déchets en matière plastique recyclable peuvent être « évocateur de soins ». Cependant, cette classification n'est en rien inscrite au sein du code de la santé publique ou dans le code de l'environnement. Les membres du groupement de commandes considèrent donc qu'il s'agit d'une notion inopérante et ne devant pas être utilisé sans explication dûment justifiée.

Néanmoins, conscient des contraintes des centres de tri, les membres du groupement de commandes ne souhaitent pas non plus que la totalité de ces déchets soient acceptés de manière automatique et indiscriminée. C'est pourquoi, il est demandé au prestataire de fournir une description précise des déchets (ou a minima une grille de critères) en matière recyclable (objets de soins et emballages) faisant l'objet de refus par les centres de tri identifiés pour assurer la prestation. Cette description doit être élaborée en collaboration avec le centre de tri principal identifié. Cette liste permettra aux établissements membres du groupement de commandes de convenablement déterminer ses procédures de tri. Elle pourra faire l'objet d'amendements au cours du marché sur présentation d'éléments argumentés du centre de tri concernant la possibilité de nouveaux types de déchets pouvant être valorisés. Cette liste devra être communiquée à chacun des établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires au moment du démarrage du marché, et chaque fois que nécessaire. Le prestataire devra s'assurer de la bonne compréhension de son interlocuteur technique de l'établissement membre du groupement de commandes.

Étant donné son rôle de collecteur, il est entendu que la responsabilité de la bonne entente entre les établissements membres du groupement de commandes et les centres de tri soit celle du prestataire. Il aura donc à sa charge de les faire dialoguer dans un cadre propice à la bonne considération des contraintes afférentes aux activités de chaque partie impliquée. C'est pourquoi une remontée d'informations rapide sur les problématiques rencontrées est nécessaire. Il est attendu du candidat une description de ce qu'il envisage pour assurer ce dialogue afin d'optimiser la valorisation des déchets et la réduction des déclassements.

En cas de manquement avéré de remontées d'informations caractérisé par :

- Retard dans la transmission de plus de 3 jours ouvrés,
- Soit une prise de contact par le centre de traitement directement à un membre du groupement.

L'établissement membre du groupement de commandes appliquera des pénalités. Elles sont décrites en annexe 4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Cette performance sera aussi dépendante de la bonne collaboration avec le prestataire du lot n°3 assurant la gestion déléguée des déchets pour le CHU de Reims et l'Institut Godinot ainsi qu'avec les représentants de ces sites.

#### 2.2.5 Données à fournir pour le suivi de l'efficacité du marché

Le suivi précis de la production de déchets est un élément essentiel pour la performance du marché et l'amélioration continue des pratiques. Il est demandé au titulaire de proposer un rapport lisible (un trimestriel et un annuel) pour le responsable déchets de chaque établissement membre du groupement de commandes bénéficiaire du présent lot et au coordinateur du CHU de REIMS et non pas une simple extraction de données.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 10 / 34	

Il est demandé au prestataire de fournir tous les trimestres un rapport détaillé contenant les données suivantes (lorsqu'applicable) :

- Quantités collectées par flux ventilées (en t) par établissement ;
- Les montants ventilés (en € HT et € TTC) par établissement ;
- % d'augmentation ou de baisse vis-à-vis du trimestre précédent ;
- % d'augmentation ou de baisse vis-à-vis du trimestre de l'année précédente (à partir de l'année N+1) ;
- Quantités déclassées ventilées par établissement ;
- % de quantités déclassées sur les quantités collectées et le % d'augmentation ou de baisse vis-à-vis du trimestre précédent ;
- Évènements indésirables (date, services/lieux concernés, causeries, solutions adoptées ou proposées) ;
- Le cas échéant, le résultat des solutions déployées à la suite d'une demande d'un bénéficiaire ou pour traiter un évènement indésirable ;
- Au sein du CHU de Reims la ventilation est effectuée par point de collecte ;
- Actions correctrices sur la base du rapport et des éléments cités ci-dessus.

Il est aussi demandé au prestataire de remettre un rapport annuel présentant, en plus des indicateurs cités plus haut :

- Moyens humains ayant exécutés les prestations ;
- Nombre de transports effectués, kilométrage parcouru ;
- Quantités mensuelles de déchets traités, éliminés et/ou valorisés ;
- Les montants (en € HT et € TTC),
- Des propositions d'amélioration et d'optimisation des collectes en lien avec les données.

En cas de retard dans la transmission des rapports aux dates déterminées en début de marché ou d'incomplétude de ces derniers, des pénalités seront appliquées. Elles sont décrites en annexe 4 du CCAP.

## **2.3 Lot n°3 : « Système complet de gestion et collecte interne des déchets via une plateforme avec objectif de performance »**

### **2.3.1 Prestations attendues**

Le présent lot a pour objet la délégation de la gestion interne des déchets au profit du CHU de Reims et de l'Institut Godinot, dans une optique d'optimisation de la performance de la gestion des sites, qu'il s'agisse de réactivité du service rendu, mais également d'amélioration de la qualité du tri *in situ* à visée environnementale et économique.

Dans ce cadre, le Titulaire disposera d'une plate-forme de regroupement et de gestion des déchets, mis à disposition par le CHU de Reims.

Les quantités et la description du matériel de pré-collecte sont présentées au sein de l'annexe 1 « recensement des besoins » du CCTP.

Des actions spécifiques sont également à prendre en compte pour le bâtiment Christian CABROL et décrites dans la suite du paragraphe.

Pour les prestations de nettoyage (contenants et locaux), il est attendu du candidat une description des protocoles de nettoyage ainsi que des produits utilisés, notamment leurs caractéristiques sanitaires et écologiques. Les exigences concernant le nettoyage des contenants est décrite au 6.3.4 et celles concernant la maintenance au 6.3.3 du présent document.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 11 / 34	

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Proposer une solution d'aménagement de la plate-forme déchets mise à disposition de 1 008m<sup>2</sup>, disposant d'un contrôle d'accès (plan et photographies du site fournis en annexe 3 du présent CCTP) ;
- Entretien de la plateforme, gestion des déversements accidentels, nettoyage et salage de plate-forme ;
- La gestion complète de la plate-forme à déchets :
  - Organisation de la plate-forme ;
  - Contrôle des accès ;
  - Présence de l'équipe de gestion et collecte interne des déchets et de la plate-forme sur site :
    - La présence d'un gestionnaire de la plate-forme pour assurer la bonne gestion des dépôts,
    - Ouverture de la plate-forme déchets pour les professionnels des services techniques et logistiques du CHU : 11h à 12h et 14h à 15h, en semaine.
    - Ouverture de la plate-forme pour réception des déchets pour les professionnels de santé du CHU 1 à 2 demi-journées par semaine.
    - L'ouverture nécessaire pour les collectes des prestataires externes de préférence en dehors de créneaux pour les professionnels internes ;
- La mise en œuvre des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations :
  - Disposer d'une organisation nécessaire et suffisante afin de collecter les conteneurs.
    - Du lundi au vendredi de 05h00 à 21h ;
    - Le samedi et le dimanche : 2 personnes : 1 personne de 05h30 à 11h30, et 12h30 à 16h30, et 1 personne de 07h00 à 12h00 ;
    - Les jours fériés : à définir suivant la période et le jour concerné ;
- La mise à disposition des contenants et compacteurs (hors DASRI, DID et BIODÉCHETS) pour tous les flux concernés par cette gestion déléguée (pré-collecte et collecte) ;
- La mise à disposition du matériel nécessaire adapté pour assurer les collectes (tracteurs, balances de pesée, ...) et répondre aux sollicitations des différents services sur ce sujet ;
- La mise à disposition d'une plate-forme élévatrice au niveau des quais bâtiment Christian CABROL, niveau -2, permettant l'élévation des contenants à déchets, pour faciliter le chargement, tout en assurant la sécurité du personnel ;
- La maintenance du matériel mis à disposition par le Titulaire, notamment par des vérifications périodiques et l'entretien. Une traçabilité de ces opérations est exigée ;
- Les prestations de collecte des contenants à déchets (DAOM – DASRI – RECYCLABLE – CARTON – VERRE), dans les locaux de stockage intermédiaires le transport, le stockage des établissements du CHU de Reims et l'Institut GODINOT ;
  - Les fréquences seront ajustées en fonction des besoins de chaque local. Les fréquences pourront aller jusqu'au 3 collectes par jour.
  - Pour le bâtiment Christian CABROL, le fonctionnement doit être assuré en continu, pendant les horaires prévus.
- Gestion de la rotation des contenants et compacteurs, assurer la disponibilité des contenants et compacteurs adaptés par filière sur les emplacements appropriés, en respectant les contraintes de chaque flux ;
- Lavage et désinfection des contenants (hors DASRI, BIODÉCHETS, MÉGOTS et DID), pour tous les flux concernés par la gestion déléguée selon les protocoles proposés par le prestataire et validés avec l'hygiène hospitalière ;
- Lavage et désinfection des contenants présents sur les sites extérieurs lorsqu'ils sont vides (hors DASRI, BIODÉCHETS, MÉGOTS et DID), selon les protocoles proposés par le prestataire et avec l'hygiène hospitalière ;

- Lavage et désinfection des armoires à déchets du bâtiment Christian CABROL selon le protocole imposé par l'établissement dans le local dédié ;
- Stockage des contenants sur la plate-forme déchets dans les règles établies en début de marché, avant l'enlèvement lorsqu'ils sont pleins pour les DASRI ou avant de les disposer dans les locaux intermédiaires pour les autres déchets dont DASRI, DAOM, emballages, ou cartons ;
- Lavage et désinfection des locaux à déchets intermédiaires selon les protocoles proposés par le prestataire et validés avec l'hygiène hospitalière et avec des produits porteurs d'un écolabel de type I (exemple : écolabel européen). Les principaux locaux à déchets intermédiaires du site principal sont présentés dans l'annexe n° 2 au CCTP, (la liste des locaux à déchets est susceptible d'évoluer en cours de marché) ;
- Assurer le bon stockage des autres flux déchets présents sur la plate-forme (les filières D3E, Ferrailles, DEA, Palettes, Textile...) pour limiter tout risque environnemental ;
- Assurer la prise de contact avec les prestataires et organismes (éco-organismes et associations) assurant la collecte des déchets lorsque la quantité est suffisante vis-à-vis des seuils de ces derniers, suivant les consignes établies avec le Responsable déchets du CHU de Reims ;
- Réaliser, au moins une fois par semaine, un sondage sur le taux de remplissage des contenants et les reporter au responsable déchets ;
- Pour l'institut GODINOT, les bacs DASRI et DAOM sont passés au portique de sécurité à la recherche de radioactivité avant d'être acheminé à la plate-forme à déchets du CHU de Reims.

Actions spécifiques pour le bâtiment Christian CABROL en complément des activités ci-dessus :

Gestion des armoires à déchets, et GRV (grands récipients vrac) niveau -2, gestion en continu des flux suivant l'activité :

- Prendre en charge des armoires à déchets pleines provenant des services (depuis la zone de désapprovisionnement déchets) ;
- Acheminer les armoires et les GRV vers les quais d'évacuation des déchets ;
- Ouvrir les armoires pour tri des différents déchets (cartons, sacs ou bacs) vers les GRV dédiés sur les quais ;
- Remonter les anomalies de tri ;
- Nettoyer les armoires vidées selon le mode opératoire de l'établissement, dans un local dédié, avec traçabilité de la désinfection (centrale de dilution et produits fournis par l'établissement) ;
- Repositionner les armoires sur la zone d'approvisionnement des AGV,
- Prendre en charge les GRV pleins du bloc opératoire et les acheminer vers la plate-forme à déchets ;
- Positionner des GRV vides sur des embases compatibles AGV au moyen de la plate-forme élévatrice en place et les mettre à disposition pour monter au bloc opératoire ;
- S'assurer de la mise à disposition en quantité suffisante des armoires et des GRV à destination des services ;
- Horaires d'intervention :
  - Du lundi au vendredi sur ces plages horaires : 5h à 21h ;
  - Le samedi et le dimanche entre 05h30 et 16h ponctuellement.
- Collecter les bidons d'acide vides dans les services désignés, grâce aux rolls dédiés vers les quais d'évacuation des déchets au niveau -2. Fréquence hebdomadaire ;
- Entretien de la zone déchets au niveau -2 et de la plate-forme élévatrice au quai.

### 2.3.2 Rôle du gestionnaire de la plate-forme

Il est demandé au prestataire la mise à disposition d'un responsable qui aura la charge de la bonne gestion des déchets ainsi que de son amélioration continue. Son rôle sera central dans l'organisation interne car il aura la charge du fonctionnement de la plate-forme déchet située sur le CHU de Reims, la coordination de l'équipe dédiée, la gestion de la dotation des bacs, ainsi que la réponse aux sollicitations des collaborateurs du CHU sur les sujets ayant trait à la gestion des déchets. Il reportera directement au Responsable déchets du CHU de Reims.

Le CV complet de la personne qui aura la charge de ce rôle devra être joint au mémoire technique. Un remplaçant devra être proposé avec des qualifications équivalentes. Son CV devra aussi être joint.

Il sera objectivé par des métriques précises, notamment quant à la qualité du tri et au taux de déclassement.

Il s'assurera de la conformité du contenu des conteneurs / compacteurs orientés « emballages recyclables » et « cartons plats » afin de limiter au maximum les déclassements facturés par le prestataire du lot concerné. Dans le cas d'un trop grand écart constaté, ne pouvant faire l'objet d'un sur-tri, il réalisera un déclassement interne afin d'orienter le contenu du container vers les DAOM.

Il devra aussi s'assurer du bon adressage des autres filières de déchets (DEA, Palettes, ferrailles, D3E...) selon l'ordre de priorité établi par le CHU.

S'il réalise des déclassements, ils devront faire l'objet d'un document écrit permettant d'identifier le container, indiquant les raisons du déclassement (types de déchets notamment), ainsi que des photographies. Il n'est en rien demandé d'effectuer des ouvertures de sacs, mais seulement de procéder à un contrôle visuel. La quantité de déchets déclassée devra être répertoriée, en masse ou estimation de masse sur la base du volume constaté.

Lorsque cela est possible, un sur-tri peut être effectué afin de ne pas déclasser en interne la totalité d'un contenant lorsque seulement une petite quantité n'est pas conforme. Ce sur-tri ne nécessite pas de référencement particulier mais participe pleinement à la bonne gestion des déchets de l'établissement.

Il devra remplir les missions suivantes :

- Assurer une parfaite traçabilité mensuelle des données de production des déchets en proposant un système de reporting pertinent et adapté à la lecture par les équipes internes, accessible au CHU ;
- S'assurer de l'efficacité des moyens humains déployés pour répondre aux prestations demandées ;
- S'assurer que le matériel est présent en quantité suffisante ;
- S'assurer du bon nettoyage des containers et des locaux en lien avec les protocoles proposés, et garantir des moyens de traçabilité ;
- S'assurer de la conformité des containers et de leur bon état, et garantir la traçabilité des opérations de maintenance ;
- S'assurer de l'amélioration continue de la gestion des déchets conformément aux objectifs de performance, et à l'évolution des filières et de la réglementation, et proposer des actions d'amélioration concrètes en lien avec le responsable déchets du CHU ;
- S'assurer que le tri des déchets atteint les meilleures performances en termes économiques et écologiques ;
- Effectuer des déclassements internes et les documenter ;
- Gérer la plate-forme de déchets conformément aux réglementations en vigueur, notamment concernant la sécurisation du périmètre dédié ;
- Gérer les moyens humains affectés ;
- Assurer le bon accès à la plate-forme déchets dédiée ;
- Produire un rapport mensuel (conforme à un registre de déchets sortants, modèle à proposer par le candidat dans le cadre de sa réponse au marché) contenant l'ensemble des informations suivantes :
  - Quantité de déchets produit ventilée par flux, exprimés en priorité par masse et à défaut par volume en fonction des bennes ou contenants collectés,

- Quantité de déchets déclassée exprimée en priorité par masse et à défaut par volume en fonction des bennes ou contenants collectés,
  - Évènements indésirables, leurs causes, ainsi que les solutions déployées ou proposées dans le cas de problématiques nécessitant l'aval d'un responsable de l'établissement,
  - Le cas échéant, des propositions d'amélioration de la gestion des déchets,
  - Le cas échéant, des commentaires sur le déploiement d'actions d'optimisation de la gestion des déchets ou de rectification de problématiques rencontrées,
  - Toute traçabilité réglementaire exigée par la réglementation en cours et son évolution en cours de marché.
- Produire un rapport annuel faisant le récapitulatif des rapports mensuels avec agrégation des données ainsi que des propositions concrètes et détaillées pour améliorer la performance.
  - Assurer le bon dialogue et la bonne coordination avec les prestataires des autres lots et spécialement du lot 2 ;
  - Assurer le bon dialogue avec l'ensemble des parties prenantes liées à la gestion des déchets (notamment les associations, les éco-organismes et autres prestataires de collecte) ;
  - Produire des moyens de signalétique pour identifier et améliorer la pratique du tri de tous les flux sur la plateforme à déchets ;
  - Positionner et s'assurer du bon positionnement de la signalétique et affichages délivrés par le gestionnaire déchets du CHU à destination des agents pour améliorer la pratique du tri de tous les flux sur l'ensemble du périmètre CHU notamment dans les locaux de déchets intermédiaires ;
  - En complément et en coordination des actions de formation du gestionnaire déchets du CHU, réaliser un programme de formation à destination des agents, décomposé en séance de 1 heure, pour au total 20 heures/an sur les sites du CHU de Reims permettant d'atteindre les objectifs de performance du marché.

### 2.3.3 Continuité de service

L'ensemble des moyens humains mis à disposition devront être présents sur la totalité du marché. Ainsi les remplacements devront être effectués dans des délais de 2 heures. Le candidat décrira le protocole en cas d'absence d'un de ses employés et les solutions de remplacement. Il est attendu que le remplacement du personnel absent soit de qualité équivalente, sans discontinuité et sur place (aucun remplacement à distance ne sera toléré) notamment concernant le gestionnaire de la plate-forme. Concernant ce dernier, des solutions d'urgence devront être proposées dès connaissance de son indisponibilité. Sans constatation d'un remplacement dans des délais imposés ci-dessus, des pénalités seront appliquées conformément à l'annexe n° 4 du CCAP.

Si le gestionnaire de la plate-forme est absent, la gestion de l'accès à la plate-forme devra nécessairement être assurée. S'il y a une impossibilité pour le prestataire d'assurer cet accès, le CHU de Reims se verra obligé d'exercer cette mission en mode dégradé. Le candidat décrira les procédures qu'il mettra en place pour faciliter cette éventualité et y palier.

### 2.3.4 Pénalités en cas de non-remplacement

Lorsque le remplacement d'un personnel n'est pas assuré dans un délai de 1 jours suivant la première absence, et sans raison valable, les pénalités financières seront appliquées pour chaque journée supplémentaire non-remplacée. Ces pénalités ne pourront faire l'objet d'aucune négociation lorsqu'elles seront prononcées.

Cette pénalité s'applique automatiquement dans l'éventualité où la gestion des accès n'est pas assurée par le prestataire, et ce à partir 15 minutes après l'horaire d'ouverture de la plate-forme.

Cette procédure est actée auprès du prestataire par un courriel adressé au responsable administratif dédié à la prestation. Les recours pourront être étudiés mais la décision de non-application de la pénalité lorsque la procédure est enclenchée restera à la totale discrétion du CHU de Reims.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 15 / 34	



Les montants des pénalités sont décrite dans l'annexe 4 au CCAP.

### 2.3.5 Aménagement de la plate-forme déchets

Il est attendu du prestataire de faire une proposition d'aménagement de la plate-forme actuelle pour répondre à l'ensemble des prestations attendues (schéma et projet d'aménagement et justificatif du montant à fournir dans l'offre).

A noter qu'il n'est pas souhaitable de réaliser des investissements trop conséquents, le site n'étant opérationnel que pendant la durée du présent marché (travaux prévus dans la zone à l'issue du présent marché).

L'ensemble des aménagements prévus par le Titulaire devront néanmoins permettre de respecter l'ensemble des contraintes réglementaires afférentes au stockage des déchets. Le titulaire portera les travaux et présentera un planning de réalisation dans le dossier technique pour réalisation sous 3 mois maximum après la notification du marché. Le candidat devra présenter l'ensemble des aménagements qu'il envisage à la suite de la visite sur site dans son mémoire technique. Les attentes minimums de cet aménagement sont les suivantes :

- Reprise d'enrobé nécessaire pour mise en sécurité et fonctionnement adéquate ;
- Caisson D3E ;
- Et l'ensemble des aménagements réglementaires qui seraient jugés nécessaires.

### 2.3.6 Objectifs de performances à atteindre

Les établissements membres du groupement de commandes se sont engagés dans une amélioration de leur gestion des déchets par une diminution des DAOM et une augmentation de la valorisation des déchets recyclables. Le titulaire du lot devra donc déployer les meilleures actions pour atteindre les objectifs suivants ci-après. Il est attendu du candidat qu'il remette dans son mémoire technique un plan d'actions permettant de les atteindre.

#### **Objectif n° 1**

- Une part de déchets déclassés du flux « collecte sélective » inférieure ou équivalent à -10% de la quantité totale du flux (quantité déclassée en interne comprise) en N+1 sur l'année N
- Une part de déchets déclassés du flux « emballage » inférieure ou équivalent à -7% de la quantité totale du flux (quantité déclassée en interne comprise) en N+2 sur l'année N+1
- Une part de déchets déclassés du flux « emballage » en dessous ou équivalent à -5% de la quantité totale du flux (quantité déclassée en interne comprise) en N+3 sur l'année N+2 et sur le reste de la durée du marché selon les mêmes modalités.
- Une part de déchets déclassés du flux « emballage » en dessous ou équivalent à -5% de la quantité totale du flux (quantité déclassée en interne comprise) en N+4 sur l'année N+3 et sur le reste de la durée du marché selon les mêmes modalités.
- Une part de déchets déclassés du flux « emballage » en dessous ou équivalent à -3% de la quantité totale du flux (quantité déclassée en interne comprise) en N+5 sur l'année N+4 et sur le reste de la durée du marché selon les mêmes modalités.
- Maintien de la performance (pas d'augmentation du taux de refus ou réduction) N+5 en N+6.

#### **Objectif n°2**

- 5 % d'augmentation des quantités collectées « recyclable » en année N+1 sur l'année N.
- 7 % d'augmentation des quantités collectées « recyclable » en année N+2 sur l'année N+1.
- 9 % d'augmentation des quantités collectées « recyclable » en année N+3 sur l'année N+2.
- 12 % d'augmentation des quantités collectées « recyclable » en année N+4 sur l'année N+3.
- 15 % d'augmentation des quantités collectées « recyclable » en année N+5 sur l'année N+4.
- Maintien de la performance (pas de diminution des quantités ou augmentation) N+5 en N+6.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 16 / 34	



Au regard des variations possibles quant à la quantification des déchets qui seront réalisés en année N, une clause de réexamen permettra au groupement, à partir de l'année N+1, de modifier les objectifs de performance présentés ci-dessus dans la limite de plus ou moins 10%.

Le système d'incitation repose sur une logique de bonus / malus selon l'atteinte ou non des objectifs fixés. Les modalités d'application sont les suivantes :

- Si le taux d'atteinte est égal ou inférieur à l'objectif, et que l'objectif n°2 est atteint, le Titulaire bénéficiera d'un bonus de 0,5% du montant annuel des prestations,
- Si le taux d'atteinte est compris entre +0,1% et +5% à l'objectif, et que l'objectif n°2 est atteint, aucun malus ni bonus ne s'applique,
- Si le taux d'atteinte est supérieur à +5,1% à l'objectif, et que l'objectif n°2 est atteint, une pénalité de 0.5% du montant annuel des prestations s'applique.

La première année se concentre en effet sur la consolidation des données afin que les objectifs puissent être convenablement objectivés. Il est exigé du prestataire qu'il ne dépasse pas une quantité de déchets supérieur ou égal à 10% de la quantité de déchets en N-1 pour chaque flux.

## **2.4 Lot n°4 : « Système complet de gestion des Déchets Industriels Dangereux (effluents de laboratoire d'analyses médicales avec risques infectieux possibles, de photographies, de peintures, de produits désinfectants, de produits périmés) »**

### **2.4.1 Prestations attendues**

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Fourniture (étiquette et emballage), installation et le cas échéant l'entretien de moyens matériels : emballages adaptés à chaque catégorie de produits (y compris le volume) ;
- La collecte dans les services et le traitement obligatoire des bidons, verres et chiffons souillés par les effluents et autres produits industriels spéciaux ;
- L'acheminement des DID jusqu'au lieu de traitement ;
- Le traitement des DID conformément à la réglementation.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

### **2.4.2 Traçabilité des déchets dangereux et respect des réglementations**

Le prestataire devra s'assurer de la conformité et de la rédaction des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) sur TrackDéchet (émetteur, caractéristiques, destination et transporteur de déchets).

Le candidat fournira la déclaration en préfecture du conseiller à la sécurité dédié pour son activité de transport de matières dangereuses.

Le soumissionnaire fournira le récépissé de déclaration en préfecture de transport/courtage/négoce de déchets (Art. R541-59 à R.451-62-2 du code de l'environnement).

Le titulaire devra établir, au début de la prestation, un protocole de chargement/déchargement faisant l'objet d'une convention avec chaque établissement.

Le candidat fournira le certificat d'acceptation préalable des installations de traitement principales et de secours couvrant toute la durée du marché.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 17 / 34	

Le candidat fournira des copies des arrêtés préfectoraux des installations de traitement principales et secondaires ainsi que les certificats d'homologation des modules de pesées (à transmettre à chaque renouvellement d'homologation).

Il est demandé au titulaire de documenter et d'informer chaque établissement des évolutions réglementaires concernant les déchets objet du marché, que ces évolutions concernent la collecte, le transport ou le traitement.

## 2.5 Lot n°5 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des Biodéchets »

### 2.5.1 Prestations attendues

**Sont compris** dans la dénomination de biodéchets pour l'exécution du présent lot :

a) les déchets alimentaires d'origine végétale : farines végétales, restes de pain, reste de plats de pâtes, de riz, légumes cuits, épluchures de légumes, restes de fruits, marc de café, etc.

b) les déchets alimentaires d'origine animale (SPAn C3) : les œufs, les produits laitiers, toutes les préparations culinaires à base : d'œufs, de beurre, de lait, de viande, de salaisons, de poissons et de produits de la mer, etc. ;

c) Les résidus papiers issus des repas : serviettes, essuie-tout, etc...

**Ne sont pas compris** dans la dénomination de biodéchets les résidus végétaux de jardin ni les huiles végétales pour l'exécution du présent lot.

La prestation comprend les éléments suivants :

- La mise à disposition de contenants pour les établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires du présent lot avec les caractéristiques suivantes :
  - Contenant en plastique ou matériau inaltérable ;
  - Hermétique, étanche ;
  - Avec couvercle ;
  - Mobile ;
  - Contenants de largeur maximum approximative 80 cm, adaptés pour des passages de porte ouverture largeur utile maximale de 90 cm ;
  - Les contenants roulants de taille adaptée à l'établissement seront équipés de 2 roues,
- La maintenance du parc des contenants et en assurer la traçabilité (cf. 6.3.3)
- Le lavage et la désinfection des contenants selon les procédures à proposer par le candidat (cf. 6.3.4) ;
- La collecte et l'acheminement jusqu'au lieu de valorisation depuis les points de collecte propres à chaque établissement ;
- La valorisation des biodéchets.

Le matériel, les produits, le processus ainsi que la formation du personnel dédié à la prise en charge des biodéchets doivent être compatibles avec une intervention dans les locaux de cuisines (méthode HACCP et certification ISO 22000).

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 18 / 34	

### 2.5.2 Traitement de biodéchets

Il n'est pas imposé de mode de traitement particulier au sein de ce marché entre la méthanisation et le compostage. Cependant, le groupement de commande souhaite privilégier les solutions les plus pertinentes écologiquement, en prenant en considération par ordre d'importance :

- La distance entre les bénéficiaires et le lieu de valorisation.
- La performance en termes de valorisation du gisement.

Le candidat décrira avec précision la solution de traitement envisagée sans oublier de préciser les lieux de traitement identifiés. Les sites de traitement seront décrits avec précision afin que les performances écologiques puissent être bien comprises les établissements membres du groupement de commandes.

Il est demandé au candidat d'indiquer les contraintes propres des sites de traitement liées à la « pureté » des biodéchets. Il devra être précisé si un pourcentage d'écart est accepté en ce qui concerne les denrées toujours emballées (emballages plastique notamment), en spécifiant ceux pouvant être accepté. En effet, les membres du groupement de commandes seront attentifs à cette capacité afin qu'une partie de ces produits périmés et emballés puissent être traité.

Les membres du groupement de commandes seront attentifs à la capacité du candidat de produire des indicateurs quantitatifs quant à la valorisation de biodéchets. Par exemple :

- Quantité de biogaz produit pour 1 kg de biodéchet.
- Quantité d'électricité produite par 1 kg de biodéchets (si utilisation du biogaz pour la production d'électricité).
- Devenir du digestat.
- Devenir du compost si compostage.
- Etc...

Ces données pourront être utilisées à des fins de communication par les membres du groupement de commandes. Ainsi il est demandé aux candidats de proposer les indicateurs qui pourront être utilisés pendant l'exécution du marché. Ces derniers devront correspondre à l'impact réel de la production de biodéchets de chaque établissement.

### 2.5.3 Données à fournir pour le suivi de la performance du marché

Le suivi précis de la production de déchets est un élément essentiel pour la performance du marché et l'amélioration continue des pratiques. Il est demandé au titulaire de proposer un rapport lisible pour le responsable et non pas une simple extraction de données. Un exemple de rapport est demandé lors de la remise des offres contenant les données traitées et mises en forme.

Il est demandé au prestataire de fournir tous les trimestres un rapport détaillé contenant les données suivantes (lorsqu'applicable) :

- Quantités collectées ventilées (en tonne) par établissement ;
- % d'augmentation ou de baisse vis-à-vis du trimestre précédent ;
- % d'augmentation ou de baisse vis-à-vis du trimestre de l'année précédente (à partir de l'année N+1) ;
- Évènements indésirables (date, services/lieu concernés, causeries, solutions adoptées ou proposées) ;
- Le cas échéant, le résultat des solutions déployées suite à une demande d'un bénéficiaire ou pour traiter un évènement indésirable ;

Il est aussi demandé au prestataire de remettre un rapport annuel présentant, en plus des indicateurs cités plus haut :

- Moyens humains ayant exécutés les prestations,
- Nombre de transports effectués, kilométrage parcouru,
- Quantités mensuelles de déchets traités, éliminés et/ou valorisés,
- Des propositions d'amélioration et d'optimisation des collectes en lien avec les données.

## **2.6 Lot n°6 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des archives confidentielles (radios, films, diapositives, dossiers patients, documents administratifs) »**

En application de l'article L. 2113-14 du Code de la commande publique, ce lot fait l'objet d'un marché réservé.

**Cas particulier des archives confidentielles :** déchets issus des archives publiques contenant des informations confidentielles relatives aux dossiers médicaux des patients. Ces déchets doivent suivre une filière adaptée de valorisation ou de traitement et respectant le caractère confidentiel de ces documents. Ils peuvent être déchiquetés sur place et entreposés dans une benne fermée si les quantités produites le permettent, ou déchiquetés, broyés ou incinérés par le prestataire.

Si certains de ces déchets sont éligibles au rachat (exemple : radio), le candidat l'indiquera dans son offre.

La prestation comprend :

- La collecte et l'acheminement vers le lieu de traitement et de valorisation ;
- Le nettoyage des contenants ;
- Le traitement et la valorisation des déchets produits par différents établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires du présent lot ;
- La délivrance des certificats de destruction.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

## **2.7 Lot n°7 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des déchets verts »**

Les déchets verts sont issus de l'entretien des espaces verts. Ils sont constitués de feuilles mortes, de déchets d'égouttage, de tontes de gazon, de taille des arbres.

La mise en décharge des déchets verts est interdite depuis le 1er juillet 2002. Ils doivent donc être collectés séparément en vue d'une valorisation par compostage, par exemple.

Le candidat décrira avec précision l'exutoire envisagé pour le traitement des déchets verts.

La prestation comprend :

- La mise à disposition de contenants ;
- Le lavage des contenants selon les procédures à proposer par le candidat (cf. 6.3.4) ;
- La collecte et l'acheminement jusqu'au lieu de valorisation ou de traitement ;
- Le traitement et la valorisation des déchets verts.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont présentées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 20 / 34	

## 2.8 Lot n°8 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des déchets textiles simples »

**Sont compris** dans la dénomination de déchets textiles simples pour l'application du présent contrat :

Les textiles d'habillement et linge plat propres réformés potentiellement tachés, en matières coton ou poly coton :

- Les blouses, tuniques et pantalons de travail sans fermeture éclair, avec présence de pressions métalliques ;
- Les hauts de vêtements type T-shirt, chemise ou pull sans fermeture éclair ;
- Le linge plat dont draps, linge de bain, serviettes de toilettes.

Les autres articles sont exclus.

Le candidat décrira avec précision le traitement des déchets envisagé.

La prestation comprend :

- La collecte, avec massification et reconditionnement si besoin, et l'acheminement jusqu'au lieu de traitement ou de valorisation ;
- Le traitement et la valorisation des déchets collectés.

Le candidat pourra proposer des contenants adaptés.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont présentées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

## 2.9 Lot n°9 : « Collecte, chargement, transport et valorisation des déchets textiles complexes »

**Sont compris** dans la dénomination de déchets textiles complexes pour l'application du présent contrat :

Les articles textiles composés de plusieurs matières textiles et d'autres matières, pouvant présenter des fermetures éclair, des protections inamovibles, des empiècements de haute visibilité, tous types de rembourrages, ainsi que les chaussures.

Les EPI (vêtements et chaussures) font partis de cette catégorie, y compris les équipements des métiers techniques ou spécifiques tels que les pompiers.

Le candidat décrira avec précision le traitement des déchets envisagé.

La prestation comprend :

- La collecte, avec massification et reconditionnement si besoin, et l'acheminement jusqu'au(x) lieu(x) de traitement ou de valorisation;
- Le traitement et la valorisation des déchets collectés.

Le candidat pourra proposer des contenants adaptés.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont présentées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 21 / 34	

## 2.10 Lot n°10 « Collecte, chargement, transport et valorisation des mégots de cigarettes »

Les produits concernés par ce lot sont les mégots de cigarette produit sur les sites des membres du groupement.

La prestation comprend :

- La mise à disposition de contenants ou sacs de pré-collecte adaptés ;
- La mise à disposition de contenants de collecte ;
- Le lavage et désinfection des contenants, selon les procédures à proposer par le candidat (cf. 6.3.4) ;
- La maintenance des contenants (cf. 6.3.3) ;
- La collecte et l'acheminement jusqu'au lieu de valorisation ;
- La valorisation ;
- Les moyens de communication et signalétique personnalisée (par exemple : affichage, oriflamme, journée de sensibilisation) ;
- La proposition d'un catalogue pour l'achat de cendriers collecteurs.

Dans une logique de performance environnementale, la valorisation énergétique est interdite, même partiellement, hormis les refus issus du tri car les DAOM sont déjà traités par des UIOM avec valorisation énergétique. Le candidat doit proposer une valorisation de la matière dans les meilleures conditions environnementales. Le titulaire présentera une fois par an et sur demande, en complément, un rapport d'impacts détaillé.

Les contenants de dépôt des mégots, type cendriers, seront présentés dans un catalogue, leur variété et leur personnalisation seront des avantages. Munis d'une fermeture sécurisée, de fixations au sol, ils devront permettre une grande capacité de stockage, un transfert facilité vers le matériel de pré collecte.

Les contenants de pré collecte des mégots permettront une manipulation aisée, en toute sécurité, vers la zone de collecte. Les contenants de collecte permettront le stockage temporaire des contenants de pré-collecte en attente de collecte.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

## 2.11 Lot n°11 « Collecte, chargement, transport et valorisation de la ferraille »

Les produits concernés sont des objets ferreux / non ferreux (ferraille légère, acier, inox, aluminium, plomb) provenant des différents sites des établissements. Le tri des différentes ferrailles devra être réalisé par le titulaire afin de garantir la meilleure valorisation.

Tous déchets provenant de services spécifiques seront testés avant d'être positionnés dans la benne afin de vérifier leur non radioactivité.

Ce gisement de déchets assure un certain nombre de recettes pour les établissements membres du groupement de commandes bénéficiaires du présent lot.

La prestation comprend :

- La mise à disposition de contenant ;
- La collecte et l'acheminement vers le lieu de valorisation ;
- La valorisation ;
- Le nettoyage des contenants.

Les conditions d'accès aux différents lieux de stockage, les quantités de déchets, les quantités et la description du matériel de pré-collecte/collecte ainsi que les fréquences de collecte pour chacun des établissements sont fixées à l'annexe 1 « Recensement des besoins » du CCTP.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 22 / 34	

### 3 Modalités d'exécution de la période de préparation

Dès notification du marché, le Titulaire dispose d'un délai maximum de 12 semaines (selon date de notification du marché), pour préparer son service selon l'organisation, le planning et les délais qu'il a prévu dans son cadre de mémoire technique.

Cette période permet au Titulaire de réaliser l'ensemble des actions nécessaires à la bonne marche du service dès le premier jour d'exécution :

- organiser et présenter précisément son service de manière à respecter les exigences du CCTP ;
- établir et présenter les plannings de collecte sous format numérique ;
- établir et présenter les modes opératoires des chauffeurs, ripeurs et personnel d'encadrement ;
- organiser et présenter le contrôle interne du déroulement des prestations ;
- présenter les modalités de suivi, d'analyse et de reporting des remontées de données et des tonnages ;
- présenter le modèle de facture, les comptes-rendus journaliers, mensuels et annuels, les rapports en cas d'interruption de collecte ;
- former et informer son personnel ;

Pendant la phase de préparation, des échanges réguliers ont lieu entre les établissements membres du groupement de commandes et le titulaire (par mail, par téléphone ou dans le cadre de réunions selon les besoins identifiés).

### 4 Obligations et responsabilité du titulaire

#### 4.1 Généralités

Dès le démarrage effectif des prestations, et durant toute la durée du marché, le Titulaire est responsable du fonctionnement, du bon déroulement ainsi que de la continuité du service.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire est seul responsable à l'égard des conséquences et actes de son personnel et du matériel. Il garantit les établissements membres du groupement de commandes contre tous recours. Il contracte à ses frais toutes les assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent marché.

Le Titulaire portera une attention particulière :

- Au respect des horaires définis dans le CCTP, notamment dans l'annexe 1 (ces derniers ne peuvent en aucun cas être modifiés par le titulaire) ;
- Au remplacement du personnel absent dans la journée ;
- À la surveillance du personnel et au respect des consignes de travail ;
- Au respect des consignes de sécurité et notamment la R 437 relative à la collecte des déchets ménagers et assimilés (CNAMTS ou Caisse Nationale d'Assurance Maladie pour les Travailleurs Salariés) ;
- À la surveillance de la tenue du personnel, comportement, tenue de travail dont port EPI;
- À la surveillance de l'exécution de l'ensemble des prestations et à l'établissement de rapports pour les litiges qui pourraient intervenir ;
- Au parfait nettoyage du matériel ;
- À la parfaite maintenance du matériel ;
- À la bonne tenue des documents de traçabilité ;

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 23 / 34	



- À l'état de propreté des lieux après le passage de la benne de collecte et notamment au rangement des bacs sur les espaces dédiés.

Le Titulaire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'entretien du matériel, aux relevés de compteurs des véhicules et des installations de pesage lorsqu'elles lui appartiennent. Il donne à cet effet libre accès dans ses garages, ateliers et magasins, aux établissements membres du groupement de commandes dans le cadre de contrôle d'exécution des prestations.

Il est interdit au Titulaire de céder ou sous-traiter tout ou partie du présent marché sans y être officiellement autorisé par le CHU de Reims. En tout état de cause, il reste responsable envers les établissements membres du groupement de commandes du parfait accomplissement de toutes les clauses du présent marché.

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, le Titulaire doit aviser les établissements membres du groupement de commandes dans les délais les plus courts, au plus tard deux heures, et prendre en accord avec elle les mesures nécessaires. Le cas de grève du personnel ne constitue pas un motif d'interruption de la prestation.

## 4.2 Bilans

Pour les lots ne précisant pas les occurrences de rapports dans le présent CCTP, le titulaire s'engage à fournir des bilans trimestriels liés à l'ensemble des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à respecter la tenue d'un rendez-vous annuel avec le CHU de Reims permettant de discuter des différentes prestations objet du marché.

Pour le lot n° 7, seul un bilan annuel est demandé.

## 4.3 Continuité du service

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité de son service quelles que soient les conditions exceptionnelles qui pourraient survenir, et d'informer au plus tôt les établissements concernés des mesures mises en place.

### 4.3.1 Fait de grève

En cas de grève, le titulaire s'engage à assurer l'enlèvement des déchets dans les établissements membres du groupement de commandes selon le service normal.

### 4.3.2 Barrières de dégel

La pose de barrières de dégel ne doit en aucun cas suspendre l'enlèvement des déchets dans les divers établissements membres du groupement de commandes.

Le titulaire du marché devra obligatoirement :

- Soit obtenir les dérogations nécessaires auprès de Monsieur le Préfet de la Marne,
- Soit utiliser les véhicules nécessaires au tonnage indiqué dans l'arrêté préfectoral,
- Soit mettre en œuvre avec l'accord de l'établissement membre du groupement de commandes une solution de secours.

### 4.3.3 Plan d'urgence

En cas de déclenchement du plan d'urgence dans un établissement du groupement de commandes causé par un afflux important de patients, ou résident, le titulaire se devra de mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires, afin de répondre au mieux à l'augmentation imprévue de l'activité.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 24 / 34	



#### 4.3.4 Jours fériés

Le titulaire est tenu d'assurer un service minimum pour les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de sécurité dans les établissements membres du groupement de commandes, par tout moyen à sa convenance.

#### 4.3.5 Transfert de risques

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

#### 4.3.6 Pandémie

En cas de pandémie, le titulaire s'engage à assurer une continuité de service (collecte, nettoyage et traitement).

#### 4.3.7 Panne des véhicules

En cas de panne, les véhicules doivent être remplacés afin que la tournée prévue soit réalisée dans les **2 heures qui suivent la panne**, tout en respectant les conditions imposées au matériel.

En aucun cas, les pannes ne pourront être invoquées comme motif de non-respect de l'objectif de résultat attendu, des plannings d'intervention ou des clauses du marché.

En cas d'immobilisation du véhicule, le Titulaire doit faire procéder à son dépannage ou à son remorquage immédiatement.

Le candidat doit prévoir, et justifier dans le mémoire technique, des véhicules de secours équipés et en nombre suffisant, il devra le justifier dans son mémoire technique.

Dans son mémoire technique, le candidat présente les conditions prévues pour assurer la continuité de la prestation en cas de panne sur le véhicule de collecte et de véhicule technique nécessaire au bon fonctionnement du service.

## 5 Objectifs des prestations de collecte

### 5.1 Objectifs d'optimisation des prestations

Le Titulaire organise son service de manière à :

- Favoriser les économies d'échelles ;
- Réaliser des collectes régulières permettant d'adapter les collectes aux conditions de production ;
- Optimiser l'utilisation de son matériel sur plusieurs plages horaires et plusieurs types de prestations ;
- Adapter le choix des véhicules au gabarit des voies, notamment dans certains sites du GHUC ou lors de phases de travaux, tout en favorisant lorsque c'est possible les unités de grande capacité de façon à améliorer les performances de collecte.

## 6 Dispositions relatives aux moyens matériels

### 6.1 Traçabilité des moyens matériels

L'ensemble des opérations liées aux moyens matériels devront obligatoirement faire l'objet d'une traçabilité et ce pour l'ensemble des membres du groupement de commandes. Ces opérations sont les suivantes :

- Dotation des moyens matériels aux différents membres du groupement de commandes (date et quantité) ;
- Nettoyage des moyens matériels (date et quantité) ;
- Maintenance des moyens matériels (date et quantité).

Il est demandé un document de suivi complet ventilé par établissement membre du groupement de commandes.

### 6.2 Compacteurs

#### 6.2.1 Caractéristiques des compacteurs

Les compacteurs doivent être de type monobloc. La capacité et les dimensions doivent être le plus appropriées à la collecte et à l'évacuation des déchets, compte-tenu des caractéristiques de la production (puissances, quantités, fréquences des collectes) et des contraintes physiques du site (et notamment superficie des zones de circulation et de manœuvre).

Les compacteurs doivent être parfaitement étanches durant la totalité du marché. Le niveau sonore admissible lors du fonctionnement du système de levage et de compaction ne doit pas excéder 70 décibels.

S'il n'existe pas sur le marché de matériel respectant ce seuil de bruit, il convient que les compacteurs fournis présentent le meilleur niveau sonore possible compte-tenu de la technologie disponible.

**L'ensemble des compacteurs doivent être âgés de moins de 3 ans lors du démarrage du marché.**

Ils sont impérativement équipés d'un indicateur de charge (de préférence, indication de charge moyenne ou  $\frac{3}{4}$  puis charge complète).

Le titulaire assure la formation du personnel utilisateur des établissements à la bonne utilisation des appareils.

Toute fourniture de matériel d'un nouveau type doit être préalablement soumise à l'agrément des établissements.

Le terme de compacteur utilisé s'entend avec tous les équipements nécessaires associés. Le terme de monobloc utilisée s'entend « trémie + chambre de compaction » tout en un de façon à permettre un nettoyage complet sur le site du titulaire.

#### 6.2.2 Nettoyage et désinfection des compacteurs

Le compacteur est lavé systématiquement sur leur lieu de vidage, lors de chaque rotation. Ils seront lavés et désinfectés avec la chambre de compactage. A son retour sur le site, les établissements doivent alors disposer d'un compacteur en parfait état de propreté.

## 6.3 Contenants

### 6.3.1 Généralités

Le titulaire est garant de la fourniture des contenants en parfait état et garant de la parfaite qualité de nettoyage et de désinfection des contenants.

Le nettoyage et la désinfection des contenants sont réalisés par le titulaire avec un procédé et des produits conformes à cet usage. Il adresse aux établissements une fiche décrivant le processus et les produits utilisés pour validation par le service d'hygiène hospitalière. L'ensemble des produits utilisés doivent être porteur d'un écolabel de type I (exemple : écolabel européen).

Le changement éventuel de produit, ou de procédure de nettoyage ou de désinfection, doit faire l'objet d'un nouvel agrément préalable par le service d'hygiène hospitalière des établissements.

Le nettoyage des contenants comprend la totalité de surfaces intérieures et extérieures du dit contenant.

Le bâtiment Christian CABROL pour le CHU de REIMS contient des exceptions décrites au 2.3.1.

### 6.3.2 Contenant déchets dangereux

Pour les conteneurs destinés à la pré-collecte des déchets considérés dangereux par la réglementation, le soumissionnaire fournira les éléments de conformité des conteneurs GE et GRV :

- Agrément pour le transport de matières dangereuses conformément à l'arrêté TMD,
- Procédure des ateliers de maintenance et modalité de suivi et d'entretien.

### 6.3.3 Maintenance des contenants

Le titulaire a pour obligation de maintenir tous les contenants en parfait état. Il peut être amené à transmettre un contrôle qualité aux établissements. Le niveau de maintenance exigé par les établissements est de type « garantie totale » : il doit inclure la maintenance préventive et corrective nécessaire à l'obtention d'un parc de contenants complet et pleinement opérationnel 24 heures sur 24. Pour ce faire, le titulaire se dote si nécessaire d'un stock de sécurité de pièces de rechanges et/ou de conteneurs.

Pour limiter la fréquence des interventions de maintenance corrective, le titulaire doit effectuer une visite préventive sur chaque site suivant une périodicité et un calendrier soumis à l'agrément du responsable déchets de chaque établissement.

La prestation de lavage des contenants doit s'accompagner d'un contrôle de l'état des conteneurs et d'une maintenance corrective de « 1er niveau ».

### 6.3.4 Nettoyage et désinfection des contenants

Dans les mêmes conditions que la collecte, le titulaire assure la totalité de la manutention des contenants, aller-retour jusqu'au lieu d'entreposage. De plus, le titulaire doit assurer une traçabilité indiquant la date de lavage de chaque contenant.

Il est attendu du soumissionnaire une description des protocoles de nettoyage ainsi que des produits utilisés, notamment leurs caractéristiques sanitaires et écologiques. Le groupement de commande impose au titulaire l'utilisation des produits de nettoyage porteur d'écolabel de type I (exemple : écolabel européen). Le prestataire fournira la liste des produits conformes avec cette exigence ainsi que les éléments de preuve attestant de leur conformité aux labels.

La prestation de lavage des GRV doit s'accompagner d'un contrôle de l'état des conteneurs et d'une maintenance corrective de « 1er niveau » : remplacement systématique des bondes manquantes, des roues cassées, voire dans une certaine limite des couvercles cassés. Cette maintenance nécessite que le camion de lavage soit équipé d'un certain stock de pièces détachées permettant d'assurer ce « 1er niveau » de maintenance. Cette maintenance réalisée lors du lavage des conteneurs n'a pas pour but de se substituer totalement à la maintenance corrective dont les modalités sont fixées ci-avant, mais elle doit permettre de soulager les établissements et le titulaire d'une multiplication des demandes de maintenance corrective courantes.

#### 6.4 Propriété du matériel

Les établissements ne sont en aucun cas propriétaires du matériel installé et mis à disposition, qui reste la propriété du titulaire.

A la fin du marché, le retrait du matériel sera à la charge du titulaire sans indemnité d'aucune sorte.

L'état du matériel et son fonctionnement ne pourront être opposés aux établissements, sauf dégradation de leur fait.

#### 6.5 Conditions de livraison, d'installation et mise en service du matériel mis à disposition

L'installation du matériel s'effectue selon les modalités convenues par les établissements et doit tenir compte des contraintes de continuité de service et de respect des règles de sécurité et d'hygiène.

Le titulaire assure sous sa responsabilité et sans supplément de prix, les prestations suivantes :

- L'acheminement du matériel dans les locaux des établissements ;
- La réception sur place du matériel ;
- Le montage et l'installation du matériel en respect des attentes des établissements ;
- Les liaisons connectiques ;
- La fourniture des accessoires ;
- La réception technique et fonctionnelle : vérification de la conformité matérielle et logicielle, des performances et des caractéristiques, de la disponibilité des accessoires pour assurer le démarrage en exploitation ;
- Les vérifications et contrôles d'installations électriques et raccordements ;
- La mise en service, les essais et démonstrations ;
- La remise en état de tout bien éventuellement détérioré par les opérations de livraison, de montage, d'installation et de mise en service ;
- La remise en état des emplacements accueillant le matériel (nettoyement...) ;
- La reprise ou l'évacuation des emballages ;
- La mise à disposition aux établissements d'un technicien apportant une assistance lors des premières utilisations, et capable de donner aux utilisateurs au moment de la prise de possession des matériels, les explications nécessaires à leur bon fonctionnement ;
- La formation des personnels ;
- La fourniture des coordonnées des interlocuteurs commerciaux et techniques.

#### 6.6 Livraison du matériel

La livraison du matériel mis à disposition doit s'effectuer dans les conditions suivantes : prise de rendez-vous avec les référents de chaque établissement. La date est donc communément fixée et doit être impérativement respectée.

La livraison s'effectue franco de port et d'emballage sur le site des établissements. Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement des établissements et accepte toutes contraintes de nature à affecter toutes les opérations de livraison.

Le matériel devra être livré aux emplacements utilisateurs devant être munis du matériel.

Le titulaire s'engage à ce que la livraison soit effectuée dans le respect des règles de circulation et de sécurité du site. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire.

Le titulaire devra tenir compte de l'accessibilité des emplacements destinés à accueillir le matériel.

Le titulaire ne pourra en aucune manière demander un règlement complémentaire lié à la mise en place de son matériel. Il est tenu de reconnaître les lieux et de prendre en compte toutes les difficultés liées aux emplacements concernés et à leur accessibilité. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée aux établissements.

La livraison sera accompagnée d'un bon de livraison comportant notamment la date d'expédition, la date et le lieu de livraison, l'identification du titulaire, l'identification précise du matériel livré.

A défaut de production de ce document, le titulaire s'expose à un refus de livraison.

## 6.7 Modalités d'exécution des collectes

Les enlèvements sont réalisés soit de façon régulière et systématique soit sur demande par un courriel/télécopie/appel téléphonique émanant des représentants des établissements membres du groupement de commandes. Ils doivent respecter les conditions d'hygiène et de salubrité publique.

Le titulaire est tenu de transporter les déchets avec soin de façon à éviter tout dégagement de poussière et toute projection de détritres ailleurs que dans le véhicule, en veillant à se débarrasser entièrement de leur contenu. Pendant la manutention des contenants, les déchets qui auraient pu être déposés ou déversés sur la voie publique, sont chargés dans le contenant par les agents en charge de cette collecte. Ils nettoieront l'emplacement conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Il est interdit au personnel chargé de la collecte de repousser à l'égout tout ou partie des détritres éventuellement tombés sur la voie publique. Ces détritres doivent être balayés et chargés à la pelle dans un bac ou le véhicule.

Les contenants sont chargés de telle façon que les déchets qui y sont déversés ne puissent pas se répandre sur la voie publique et ne viennent en aucun cas déborder des ouvertures de chargement.

Les contenants vides sont déposés sur leur fond, après nettoyage, à l'emplacement même où ils se trouvaient avant la collecte.

Toutes ces opérations sont à effectuer en limitant le bruit et en évitant toute détérioration des locaux.

Des plans de chargement et de déchargement des camions sur sites seront mis en place.

D'une manière globale, le titulaire est soumis à une obligation de respect des locaux et des biens des établissements, ainsi que de maintien en état de propreté des locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

## 6.8 Véhicules de collecte

Les véhicules de collecte devront être pourvus des équipements réglementaires et répondre aux exigences techniques de sécurité, d'hygiène et d'insonorité. Ils doivent notamment être équipés du matériel nécessaire pour assurer un nettoyage après passage de la collecte.

Les véhicules prévus devront être en nombre suffisant et correspondre au type de collecte pratiqué sur le site concerné notamment sur les secteurs présentant des contraintes particulières.

**Le matériel et les véhicules utilisés par le Titulaire doivent être en bon état, à la fois du point de vue de leur fonctionnement que de leur aspect et entretenus régulièrement.** Ils devront notamment respecter les normes de pollution EURO VI. Par ailleurs, le Titulaire dispose des véhicules nécessaires pour parer à tout incident d'exploitation. Afin d'assurer la continuité des prestations, tout véhicule accidenté ou mis hors d'état de fonctionner devra être remplacé par un autre véhicule.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 29 / 34	

Le matériel utilisé doit répondre en matière de sécurité à la dernière norme AFNOR et européenne en vigueur. Le candidat peut présenter une offre différente des prescriptions techniques issues des normes AFNOR dans la mesure où il prouve par tout moyen que son offre est au moins équivalente à la norme à laquelle il est fait référence ainsi qu'aux normes communautaires.

**Les établissements membres du groupement de commandes proscrivent la collecte simultanée des déchets ménagers recyclables et des ordures ménagères résiduelles par un système de benne bi-compartmentée.**

Les moyens matériels doivent à minima :

- Être conformes aux normes applicables tout au long de l'exécution du marché et répondre aux obligations réglementaires imposées aux constructeurs, propriétaires et utilisateurs de ce genre de matériels, vêtements et véhicules (sécurité du personnel, éclairage, signalisation, utilisation des équipements etc.) ;
- Être conformes aux prescriptions du Code de la route ;
- Être conformes aux dispositions réglementaires portant sur les règles de conception et de construction du matériel en question ;
- Répondre aux exigences en matière de sécurité contenues dans les décrets concernant l'utilisation des équipements de travail ;
- Garantir la sécurité des usagers présents à proximité du lieu de collecte ;
- Répondre aux réglementations et aux normes concernant la pollution atmosphérique applicables tout au long de l'exécution du marché ;
- Être soumis à des vérifications trimestrielles et au passage aux contrôles techniques réglementaires ;
- Respecter intégralement le CCTP et se soumettre aux exigences.

Le Titulaire garantit **les établissements membres du groupement de commandes** contre tous recours et condamnation à ce titre.

## 7 Performances environnementales des véhicules

Le candidat est invité à proposer du matériel avec une motorisation particulièrement respectueuse de l'environnement. Des mesures devront être prises afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre. Il est demandé au candidat d'indiquer les émissions de GES par kilomètre parcouru des véhicules qui seront effectivement utilisés pour la prestation objet du marché.

Le matériel utilisé par le Titulaire doit répondre à la réglementation et aux normes Françaises et /ou Européennes concernant la pollution atmosphérique tout au long de l'exécution du marché. Les véhicules employés devront répondre à minima à la norme EURO VI.

Les niveaux sonores des bruits conjugués du moteur, du véhicule et de l'appareillage doivent être conformes aux dispositions du Code du travail ainsi qu'aux normes applicables à tout moment de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit mettre en œuvre une démarche environnementale et les moyens nécessaires pour limiter les odeurs et capter les jus d'ordures ménagères.

Le matériel et les véhicules sont soumis à des contrôles antipollution réguliers. Le Titulaire doit être en mesure de fournir à tout moment les certificats attestant du respect des normes environnementales en vigueur par son matériel (niveaux sonores et niveau de pollution atmosphérique).

Le Titulaire s'engage à maintenir et développer une politique environnementale volontariste sur la durée du marché. Le candidat décrit dans son mémoire technique la performance environnementale des véhicules qu'il prévoit d'utiliser.

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 30 / 34	

## 8 Dispositions relatives aux moyens humains – protection de la main d’œuvre et conditions de travail

### 8.1 Préambule

Le Titulaire mettra à disposition le personnel suffisant de façon à assurer l'intégralité du programme prévu et ce sans aucune interruption. Le personnel mis à disposition devra être en cohérence avec les tonnages et fréquence indiquées dans l'annexe n° 1 du CCTP.

Le Titulaire sera le seul responsable à l'égard des tiers, des conséquences des actes de son personnel et garantit les établissements membres du groupement de commandes contre tous recours.

Le Titulaire est également responsable des fautes ou manquements de son personnel qui pourraient porter préjudice aux établissements membres du groupement de commandes.

La détérioration des contenants par un comportement fautif ou un défaut de maintenance des bennes, fait partie de cette responsabilité. Le remplacement des bacs et des conteneurs sera effectué aux frais du Titulaire.

Le Titulaire est garant de l'application de toutes les dispositions réglementaires et conventionnelles applicables, en particulier celles figurant au Code du travail, relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

### 8.2 Information préalable

Le Titulaire se charge de faire prendre connaissance, de faire appliquer et respecter les exigences du contrat et notamment :

- Les services à réaliser ;
- Les plannings d'intervention ;
- Les règlements de signalisations, règles d'hygiène et procédures de sécurité ;
- Les modes opératoires ;
- Le système de contrôle interne ;
- La transmission des informations au groupement de commande ;
- Les consignes de tri et de contrôle des bacs et colonnes ;
- Les éléments à repérer par les chauffeurs à l'aide du système de suivi en temps réel.

### 8.3 Liste nominative du personnel du titulaire

Le titulaire devra fournir, avant tout commencement d'exécution, la liste nominative de son personnel. Chaque remplacement de personnel pour quelque cause que ce soit devra recevoir l'agrément du représentant qualifié de chacun des établissements membres du groupement de commandes.

### 8.4 Personnel d'encadrement

Le Titulaire met en place les moyens en personnel et en matériel nécessaires à l'encadrement des agents.

Il nomme un responsable chargé de répondre aux demandes des établissements membres du groupement de commandes. Cette personne est dotée des compétences et de l'autorité nécessaire pour prendre toutes les mesures appropriées en termes d'exploitation. Ce personnel d'encadrement référent sera joignable pendant la journée et pendant toute l'amplitude de fonctionnement de la collecte afin de répondre aux situations d'urgence.

Il doit être joignable à tout moment de leur service.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise Titulaire doit être en mesure de joindre à tout moment les équipes sur le terrain (radio, téléphonie mobile, etc.).

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 31 / 34	



## 8.5 Visites médicales et vaccination

Le titulaire soumet son personnel, avant le début d'exécution des prestations, aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur, en tenant compte des risques et notamment du risque infectieux lié à l'activité présentée.

Les dates de ces examens, l'identité du personnel et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignés par le titulaire sur un registre dédié. Le titulaire veille donc à ce que tout agent soit à jour dans les vaccinations obligatoires et reconnu apte par la médecine du travail à assurer les fonctions demandées.

Le registre ainsi que les avis d'aptitudes de la médecine du travail peuvent être demandés à tout moment par le représentant qualifié de chacun des établissements adhérents.

## 8.6 Formation

Le titulaire devra assurer auprès de son personnel exécutant les prestations, l'information et, le cas échéant, la formation que nécessite la toxicité des produits manipulés.

Le titulaire s'assure que l'ensemble du personnel qui intervient dans la manutention des déchets, a reçu au préalable une formation conforme au niveau des risques infectieux encourus par eux-mêmes, par les patients, consultants, visiteurs et autres personnels.

Cette formation inclut obligatoirement les éléments suivants :

- Les risques infectieux et manutention dans un établissement de soins,
- Les règles générales d'hygiène,
- La tenue de travail et le matériel de protection.

Le titulaire devra fournir une attestation prouvant que la formation a été réalisée.

## 8.7 Vêtements de travail

Le personnel devra être pourvu de vêtements de travail propres dans les conditions prévues aux conventions collectives. Il sera doté des équipements de protection individuelle conformes à la norme NF EN ISO 20471 (vêtements réfléchissants, gants, chaussures de sécurité, etc.).

Ces équipements sont à la charge du Titulaire. Ils doivent être en permanence propres et entretenus, sans déchirure ni souillure.

Le Titulaire prendra également des mesures adaptées au contexte sanitaire en cours. L'ensemble de la tenue et des équipements complémentaires sont à la charge de l'entreprise Titulaire.

L'utilisation des dits vêtements ne dégage pas la responsabilité du Titulaire en matière de sécurité : celui-ci doit observer les divers codes et règlements de la protection et de l'hygiène du travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Il doit prendre toutes les dispositions pour la mise en œuvre et veiller au respect des applications. Ces dispositions s'appliquent particulièrement aux équipements de protection individuelle.

Une attention toute particulière sera portée au cas des intérimaires, ou au personnel de remplacement, qui devront porter les vêtements de protection individuelle, avoir été déclarés aptes au poste de travail par un médecin du travail, et avoir reçu préalablement une formation et un accueil sécurité au poste de travail.



## 8.8 Respect des consignes et de la sécurité

En matière d'hygiène et de sécurité, le titulaire se conforme strictement tant aux prescriptions générales qu'aux consignes particulières qui sont portées à sa connaissance par affiches, notes de service ou par tout autre moyen.

Chaque titulaire est tenu pour ce qui le concerne de mettre en œuvre et/ou de prendre toutes dispositions utiles afin d'assurer la sécurité et la protection des personnes.

Selon le type de prestation un plan de prévention ou protocole de sécurité est établi en lien avec chaque établissement.

Le titulaire est tenu d'utiliser tous les moyens de protection individuelle et collective pour éviter les accidents, notamment des risques d'accident avec exposition au sang inhérents, au transport et à la manutention des DASRI. Le titulaire délivre à son personnel les instructions appropriées aux risques.

Concernant les produits dangereux et/ ou à risques infectieux, le titulaire est réputé assurer le transport sur la voie publique en conformité avec l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et l'arrêté du 30 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Le personnel du titulaire est apte physiquement, irréprochable dans son attitude et son travail.

Les établissements membres du groupement de commandes feront valoir leur plan de prévention.

Par ailleurs, les établissements membres du groupement de commandes pourront solliciter, après avis motivé, le remplacement de tout personnel dont la conduite serait un obstacle au bon fonctionnement du service.

## 8.9 Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

Les établissements membres du groupement de commandes s'engagent à respecter la confidentialité des informations désignées comme telles par le titulaire.

# 9 Conditions relatives à la qualité

## 9.1 Désignation d'interlocuteurs privilégiés

Chacune des parties désignera en début d'exécution du marché un interlocuteur privilégié chargé d'assurer le suivi du bon déroulement des prestations (respect des conditions du marché et notamment des plannings, vérification de la qualité des prestations...).

## 9.2 Contrôles qualité

Au titre du présent marché de prestations, les établissements membres du groupement de commandes soumettent le Titulaire à un contrôle permanent sur le plan qualitatif (atteinte de l'objectif de résultat et de performance, respect des modes opératoires, efficacité des prestations et du contrôle interne, etc.) et quantitatif (respect des plannings, adaptation du service).

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 33 / 34	

Le contrôle organisé et géré par les établissements membres du groupement de commandes ne se place ni en amont de l'encadrement et de l'organisation journalière des prestations, ni en aval du contrôle de la bonne réalisation de la prestation par son contrôle interne. Le Titulaire doit veiller lui-même au bon travail de ses équipes, à l'exécution de ses prestations, à l'atteinte de son objectif de résultat et à la correction des non-conformités qu'il relève.

Le contrôle a lieu durant la durée du service. Sont considérées comme défauts de prestation :

- Toute clause du marché n'ayant pas été exécutée ;
- Toute prestation réalisée de façon non-conforme totalement ou partiellement par rapport aux prescriptions du présent CCTP ou aux engagements pris par le Titulaire dans le cadre de son mémoire technique.

Chaque constat de défaut est consigné sur une fiche de contrôle qui permet de relever les informations suivantes : date, heure, identification du contrôleur, lieu, type de défaut constaté, commentaire du contrôleur.

Ces fiches de constat sont traitées par les établissements membres du groupement de commandes.

Chaque constat de défaut est assorti de pénalités. Les défauts sont cumulables (par exemple, un même défaut constaté sur deux lieux implique deux pénalités ou encore deux défauts constatés sur un même lieu impliquent deux pénalités).

## 10 Conformité réglementaire

Le titulaire est le garant du respect des prestations dans le cadre de la réglementation Française et Européenne, en vigueur. Ses missions consistent :

- Veille réglementaire (sécurité, santé, environnement, transport),
- Vérifier l'application des textes réglementaires,
- Assurer la conformité réglementaire des sites et des activités,
- Organiser les vérifications périodiques obligatoires et s'assurer qu'elles soient réalisées,
- Contrôler les filières utilisées pour veiller au respect de la conformité et l'homologation des exécutoires,
- Prévenir toute situation d'urgence,
- Etablir le programme d'audits et organiser la réalisation des audits,
- Gérer les non-conformités, s'assurer de la mise en place des actions préventives et correctives, vérifier leur efficacité,
- Rechercher de nouvelles filières pour la valorisation des déchets.

### Spécificités matières dangereuses

Concernant le transport de marchandises dangereuses, le titulaire devra :

- Conseiller dans les opérations concernant le transport de marchandises dangereuses,
- Examiner le respect des prescriptions relatives au transport de marchandises dangereuses,
- Disposer d'un rapport établi par son conseiller à la sécurité sur les activités relatives au transport de marchandises dangereuses.

Reims, le 2 avril 2025

Pour la Directrice Générale

et par délégation,

Le Directeur des Achats

David ROZÉ

COLLECTE, TRANSPORT, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	CCTP	V1.0
	Pages : 34 / 34	